



FONDATION POUR LES ÉTUDES ET RECHERCHES  
SUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL



## Conférence Banque de France – Ferdi – Agence Française de Développement

# Face au changement climatique : quels choix financiers pour l'Afrique ?

29, 30 juin et 1<sup>er</sup> juillet 2021, En ligne

### *Les enjeux financiers du changement climatique en Afrique.*

L'Afrique est l'une des régions du monde parmi les plus vulnérables au changement climatique. Aux vulnérabilités physiques du continent s'ajoutent en effet des vulnérabilités socio-économiques, associées notamment au faible niveau de développement et de capital humain. Les pays africains souvent à faible revenu, sont ainsi peu armés, pour faire face aux conséquences du changement climatique et peu résilients en cas de survenue de catastrophes naturelles. Les risques de situations de crise, de conflits et de migrations engendrées par le réchauffement climatique y apparaissent particulièrement élevés. Les coûts humains et économiques croissants du changement climatique ainsi apparaissent disproportionnés au regard de la faible contribution de l'Afrique aux émissions globale de dioxyde de carbone.

Les ressources publiques internes peuvent se révéler insuffisantes pour couvrir les besoins de financement de la transition en Afrique. Au-delà d'une simple atténuation aux effets du changement climatique, celle-ci implique en effet une adaptation des infrastructures et des systèmes de production, notamment agricoles, vers des modèles durables, ce qui peut impliquer des arbitrages financiers difficiles pour l'atteinte des autres objectifs de développement durable. Compte tenu d'une faible mobilisation des ressources publiques, le financement de la lutte contre le changement climatique en Afrique implique la mobilisation de tous les acteurs, tant privés que publics, en particulier celle de la communauté internationale. Des engagements de transferts de 100 milliards de dollars par an ont ainsi été inscrits dans l'accord de Paris de 2015.

Le secteur financier peut jouer un rôle capital pour assurer une mobilisation efficace des moyens financiers et améliorer la résilience. Il peut en particulier faciliter l'allocation des fonds vers des investissements durables et contribuer à la couverture de nouveaux risques (assurance), au moment où les marges de manœuvre financières des États, comme des ménages et des entreprises, risquent de se réduire face à la pression climatique. Ceci constitue un véritable défi pour des systèmes financiers encore peu développés et suppose qu'ils soient eux-mêmes suffisamment résilients pour faire face aux effets du changement climatique, notamment sur la rentabilité des actifs financés et la solvabilité des emprunteurs. Les enjeux financiers du changement climatique en Afrique reflètent ainsi des contraintes et des opportunités différentes de celles des pays développés.